

La science économique dans le corpus scientifique en mutation

A l'aube d'une brillante carrière académique, la grande Dame de l'économie scientifique, Joan Robinson, auteur de plusieurs ouvrages, s'est interrogée pour savoir si vraiment elle a mérité son salaire d'enseignante en sciences économiques dans une des plus prestigieuses universités de Grande-Bretagne : la London School. Pareille interrogation traduisant un soupçon de procès récurrent n'est pas nouvelle dans la maison des économistes. La presse foisonne de questions comme : Pourquoi des économistes universitaires, et à quoi servent leurs théories toujours divergentes ? Expertise et ambiguïté de la science économique ? Rhétorique et idéologie masquée par un formalisme inapte à l'explication et à l'action suite à l'irréalisme des hypothèses ? La pensée économique dominante est-elle pertinente du fait que les économistes arrivent bien souvent après la bataille ?

Que signifie ce questionnement : la fin ou alors l'existence d'une crise larvée ou un malaise profond d'une science arrivée à maturité et qui de surcroît est à la fois carrefour et boulimique ? Pourtant, quel que soit l'angle d'analyse, la science économique s'est forgée une identité très forte, des principes, des instruments et des méthodes d'investigation à la fois propres et puissants. Elle est soutenue par une solide communauté de chercheurs et de professionnels qui animent des écoles de pensée et élaborent des théories servant de référentiel à l'interprétation de la réalité et/ou à l'action. Dans cette optique, les questions évoquées ne doivent point être esquivées : elles reflètent l'ampleur des débats en cours dans une science caractérisée par la diversité des opinions, l'évolution rapide des faits et la confusion de ce qui est et ce qu'il faut faire.

Dans cette perspective, l'incontournable débat sur l'état des sciences économiques et ses interconnexions avec les autres corpus scientifiques appelle :

- d'abord la délimitation de la maïeutique du savoir économique actuel pour mieux cerner ce que font les savants. Pour reprendre J. Viner, « L'économie, c'est ce que font les économistes » ;
- ensuite l'analyse des problèmes qui naissent d'une extension rapide et de conquêtes de nouveaux champs (théorie de l'agence, économie des

Moustapha Kassé

Faculté des sciences économiques et de gestion de Dakar, Sénégal
(www.mkasse.com)

organisations, économie des choix publics, économie des institutions, théorie des contrats et des droits de propriété, etc.) ;

– enfin la réflexion, en conclusion, sur les perspectives évolutives.

1. La maïeutique du savoir économique : au juste, de quoi parlent les économistes ?

De nos jours, les activités économiques de production, de consommation et de répartition occupent les devants de la scène aussi bien au niveau des individus qu'à l'échelle des nations, à telle enseigne que l'économie semble avoir complètement soumis non seulement toute la société des hommes mais aussi l'espace mondial. Elle a investi systématiquement les relations entre les hommes et les biens de tous ordres et entre les biens eux-mêmes jusqu'à en constituer le ressort principal. En définitive, le savoir économique joue un rôle de plus en plus déterminant dans l'ensemble des activités humaines.

Comment se définit-elle ? Et quelles sont ses évolutions marquantes ?

1.1. Qu'est ce que la science économique ?

La science économique est-elle une science ou simplement un art ? Cette question a longtemps été agitée par les économistes depuis l'école classique anglaise au 17^e siècle jusqu'aux économistes contemporains. Si la science est comprise au sens restrictif comme synonyme de savoir, la science économique en est une science. Elle traite de la production, de la distribution des richesses et étudie les mécanismes et lois qui gouvernent les comportements humains dans une relation entre des fins et des moyens limités. Il est peu probable que cette définition même synthétique fasse l'unanimité des économistes.

Toutefois, une grande majorité peut se reconnaître sans doute dans une caractérisation mettant l'accent, avec des pondérations différentes selon les écoles de pensée et les terminologies propres, sur l'analyse présentée par Edmond Malinvaud : « L'identité de la science économique ne réside pas seulement dans celle de son champ d'étude. Elle tient aussi aux buts qu'on lui assigne. On n'attend pas d'elle seulement une description systématique, ni même une explication, mais aussi une prescription. Elle devrait bien diagnostiquer ce qui pourrait être amélioré et proposer de bons remèdes pour y parvenir. A elle de définir comment organiser au mieux l'allocation des ressources, c'est-à-dire l'utilisation des ressources de la nature et du travail, ainsi que plus généralement la production, la distribution et la consommation des biens. A elle de dire s'il faut réglementer tel ou tel marché et comment. A elle de dégager les avantages et les inconvénients de divers systèmes fiscaux et de politiques économiques ou financières envisagées par les pouvoirs publics. A elle de dire comment résorber le chômage, etc. La vocation de la science économique est donc opératoire. »

A l'évidence, cette science doit rester une science appliquée réduite aux deux aspects qui permettent de distinguer la compréhension et l'action, d'où

la formule usuelle qualificative : comprendre pour agir. Ces deux éléments renvoient à la théorie économique sans laquelle il n'existe point de science.

C'est formellement la théorie qui permet à l'économiste de décrire et interpréter les mécanismes reliant les différentes variables représentatives de la situation et de la dynamique d'un système économique. C'est encore elle qui devrait indiquer les moyens pour infléchir les variables dans le sens souhaité par les politiques économiques qui, en dernière analyse, fixent les fins et les objectifs. Un double débat est ainsi ouvert : le premier relatif à la fameuse 11^e Thèse sur Fierbach de Marx qui postule que « les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde alors qu'il faut le changer ». Cela donne en science économique les deux domaines qualifiés d'économie positive et d'économie normative. L'économie positive dégage les concepts et les théories, tandis que l'économie normative formule les politiques économiques qui fixent les divers leviers et les moyens dont disposent les autorités publiques (ou tout autre agent) pour atteindre les objectifs désirés. La science économique dans ce contexte émet des hypothèses, construit des théories et des modèles, dégage des lois, utilise nécessairement une démarche, une méthode à la fois hypothético-déductive, inductive et déductive.

Le second débat concerne les deux courants de pensée qui sont à l'origine même de la philosophie de la science : le rationalisme qui pose la raison comme source de la connaissance (Descartes, Spinoza et Leibniz) et l'empirisme qui donne ce rôle à l'expérience (Locke, Berkley et Hume).

Ces deux écoles de pensée ont actuellement fusionné pour donner naissance à une vision positiviste de la science, consistant à formuler des théories fondées sur la logique inductive qui peuvent être confirmées ou rejetées sur la base de tests expérimentaux ou des prédictions issues de modèles hypothético-déductifs. Cependant, le discours scientifique en économie se fonde sur un raisonnement abstrait et déductif construit à partir de l'hypothèse de l'*homo economicus* qui n'obéit qu'à deux lois : celle de l'intérêt personnel et celle de l'économie des forces. C'est à partir de cette abstraction que l'école classique et néo-classique dominante pense avoir découvert des caractères généraux et universels qui exercent sur l'activité économique une influence fondamentale. Dans cette optique, la science économique est essentiellement hypothétique et prend comme donnée le fait que l'homme agit et ne peut agir que rationnellement sous l'impulsion de son seul intérêt personnel. Le cadre est alors la concurrence pure et parfaite qui suppose l'inexistence de monopole, d'asymétrie d'informations et qui disqualifie l'action de l'Etat en ce qu'elle fausse l'ordre naturel et porte atteinte à la réalisation des lois économiques. Cette architecture théorique est décrétée irréfutable et infalsifiable puisque de vérification impossible. Cette vision est vivement critiquée par K. Popper mais également par E. Malinvaud qui observe que « sur beaucoup de domaines, la théorie économique ne permet

guère de conclure, car bien des preuves manquent vis-à-vis de ce que des certitudes scientifiques exigeraient ».

Tous ces développements montrent que les différentes controverses qui ont cours dans les autres corps de sciences exactes, physiques ou sociales, ne sont pas étrangères à la science économique qui est devenue une énorme entreprise ayant, certes, accompli d'importants progrès.

1.2. Quelles sont ses évolutions marquantes ?

En supposant avec G. Largentière qu'« un jeune économiste frais émoulu du concours de l'agrégation se soit endormi à la veille de la Grande crise de 1929 et ne se réveille qu'aujourd'hui, il ne reconnaîtra ni son monde, ni sa science. Le vocabulaire, la façon de raisonner, la nature des problèmes débattus vont le plonger dans la perplexité et l'embarras ». Sa science était une vaste construction dont l'unité et la rigueur apparente étaient impressionnantes. Au moment de son sommeil, tous les économistes étaient d'accord sur les grandes lignes de la construction classique, marginaliste, néo-marginaliste. Des controverses mineures subsistent au niveau de la théorie monétaire, de l'équilibre des marchés, du système monétaire international, mais elles n'entament en rien le prodigieux édifice central. Les économistes ne manifestent aucune crainte sur l'avenir du système capitaliste, le problème de la croissance ne se pose pas et les pays sous-développés n'existent tout simplement pas pour la théorie économique.

C'est surtout la crise de l'économie mondiale en 1929 qui, en ébranlant complètement les fondements du système capitaliste, impose un renouvellement des recherches et de la pensée économiques. J.M. Keynes renonce à l'idée de l'équilibre du plein-emploi, Hansen s'interroge sur l'avenir incertain du capitalisme, J. Schumpeter s'attache à repenser une théorie du cycle. Avant et après la Seconde Guerre mondiale, la pensée économique est dominée par les keynésiens et les néo-keynésiens qui sont les gardiens de la nouvelle orthodoxie : Harrod, Domar, Robinson, Kaldor, Kalecki, Hicks, Samuelson, Lunberg, Tinbergen. Tous ces auteurs s'efforcent de formaliser de nouveaux modèles de croissance, car croissance et développement sont devenus les préoccupations majeures.

Comme l'observe T. Kuhn, les grands changements dans le domaine scientifique ont lieu par l'intermédiaire de révolutions qui sont « ces épisodes de développement non cumulatifs dans lesquels un paradigme existant est remplacé en partie ou en totalité par un nouveau paradigme qui lui est incompatible ». J.M. Keynes réalise cette révolution dans le savoir économique. En pleine crise, il écrit en 1935 à son ami Bernard Shaw : « Je crois que j'écris un livre qui va profondément bouleverser – sinon immédiatement, du moins dans les dix prochaines années – la manière dont le monde conçoit les problèmes économiques. »

Au réveil de notre jeune économiste, le monde aura subi de profondes transformations, la science économique aussi. L'édifice de 1930 a

complètement été ébranlé au point qu'il n'en reste que des ruines. Le système socialiste mondial a été une expérience porteuse d'espoir avant de s'écrouler au profit de la mondialisation comprise comme une nouvelle interdépendance de la production, des échanges, de la monnaie et des technologies. Ainsi, selon Guillaume Duval : « Les partisans et les adversaires de la mondialisation sont au moins d'accord sur un point : avec elle, nos économies se rapprochent de plus en plus de l'idéal libéral. Pour ceux qui s'en félicitent, le rêve de Léon Walras serait enfin en voie de se réaliser : le monde tendrait vers la concurrence pure et parfaite, et nous pourrions bientôt connaître les joies de l'équilibre général. Ceux qui sont (à juste titre) inquiets de cette perspective totalitaire montent sur les barricades et organisent la résistance face à la marchandisation du monde. »

Depuis 40 ans, la théorie économique s'est profondément renouvelée. Les auteurs néoclassiques qui forment le socle de la pensée dominante commencent à reconsidérer le caractère surréaliste de leurs hypothèses et admettent que la concurrence n'est ni pure ni parfaite. Les maîtres piliers de l'*homo economicus* (individualisme méthodologique) et de la rationalité font l'objet de regards critiques. Citons longuement P. Hugon dans son article célèbre : « L'*Homo africanicus* est-il irrationnel ? » En réponse à cette question, il écrit : « Les tenants de l'*Homo economicus*, les économistes orthodoxes, appliquent leur grille d'analyse aux comportements économiques indépendamment des structures sociales. Ils postulent l'universalité des mobiles – l'utilitarisme, des modes opératoires – la rationalité substantielle, défendue également chez les anthropologues formalistes – et la coordination marchande. Pour l'économie orthodoxe, les agents économiques répondent aux jeux des prix et sont des calculateurs individuels. Dès lors, la boîte à outils des instruments standards peut être utilisée, depuis les anticipations rationnelles, jusqu'aux élasticités prix et revenus et aux logiques d'optimisation... Les agents, ou les nations, ont intérêt à extensifier leurs activités plus qu'à intensifier, à diversifier leurs portefeuilles au lieu de se spécialiser. Dans un univers incertain, les agents n'ont pas une optimisation dynamique séquentielle. Ils choisissent le court terme leur permettant le plus grand nombre d'options futures. Ils raisonnent en termes d'espérance mathématique de gains ou d'utilité. Dès lors, il y a une forte préférence pour la liquidité, pour le maintien d'un éventail d'options disponibles par rapport à l'irréversibilité de la décision d'investissement physique et le choix d'actifs monétaires et financiers aux dépens d'actifs physiques. »

L'analyse des économistes orthodoxes s'est enrichie avec l'introduction de l'asymétrie d'information et l'incertitude sur les comportements, cela va donner naissance à de nouvelles théories dans le domaine des contrats (sélection adverse, aléa moral), de la firme (coûts de transaction), des stratégies des acteurs (théorie des jeux) ou de la croissance (croissance endogène). Cependant, les plus orthodoxes de la pensée néo-classique cèdent peu de terrain en se présentant comme les gardiens de l'ultralibéralisme

pour imposer la *pensée unique* consistant en dix principes de la raison pure qui doit gouverner le monde : mondialisation inéluctable, suprématie de l'économique sur le politique, promotion du secteur privé, baisse des impôts, maîtrise de l'inflation et des déficits, liberté des échanges, baisse des taux d'intérêt pour faciliter la croissance.

Quant aux keynésiens, ils reconnaissent désormais l'inefficacité des politiques de relance et ont poussé leurs réflexions vers l'économie des conventions et les théories de la régulation qui concilient l'Etat et le marché.

Au total, le changement des préoccupations est total, pour ne rien dire du changement des instruments intellectuels, des outils, hypothèses et méthodes que mobilisent les économistes pour comprendre, analyser et évaluer le fonctionnement des systèmes économiques. Les économistes apprennent la modestie et commencent à se spécialiser tout en continuant à s'interroger sur les fondements de leur science. La preuve est apportée par les travaux de recherche récompensés par le Prix Nobel qui se structurent en sept thèmes : économie internationale (Léontief, Ohlin, Meade, Samuelson, Tobin, Mundell), finance et monnaie (Hayek, Myrdal, Friedman, Modigliani, Allais, Miller, Scharpe, Markowitz), entreprises (Stigler, Coase), système global (Frisch, Samuelson, Kuznets, Arrow, Hicks, Hayek, Solow, Buchanan, Lewis, North, Sen), les individus (Simon, Schultz, Becker, Lucas, Mirrlees, Vickrey), les marchés (Koopmans, Debreu, Allais, Coase, Hicks, Samuelson), l'Etat (Frisch, Kantorowich, Haavelmo).

Aujourd'hui, la science économique est devenue une vaste entreprise scientifique remarquable par l'ampleur des ressources humaines et matérielles qui lui sont consacrées. Elle connaît d'importantes réalisations en termes de volume de recherches et de publications, même s'il est vrai que cinq universités américaines Harvard, le MIT (Massachusetts Institute of Technology), Chicago, Strantford et Yale constituent les pôles les plus actifs dans la production des théories économiques. En paraphrasant Kuhn et Lakatos : une science ne saurait se définir seulement en fonction de son contenu ou de sa méthodologie empirique mais plutôt selon la vision qu'en a la « communauté » des scientifiques. Alors, comme l'écrit Eichner, « la science est ce que font les savants » regroupés dans une communauté scientifique d'économistes qui se structure en écoles de pensée évoluant chacune autour d'un référentiel théorique qui n'a pas toujours prétention à l'universalité.

La science économique, ces dernières années, a énormément évolué pour devenir une sorte de science-carrefour en relation avec la quasi-totalité des autres disciplines. Toutefois, plus la science économique se développe, plus on observe quelques signes de malaise exprimés par plusieurs économistes. Mais c'est surtout son mariage avec les techniques quantitatives qui soulève les plus vives polémiques au point d'amener certains auteurs à parler de crise d'identité de l'économie politique.

2. Extension, surdéveloppement et crise d'identité de la science économique contemporaine

Le champ de la science économique ne cesse de connaître un développement extensif tout aussi bien vers les techniques quantitatives (mathématiques, statistiques et économétrie) que vers les autres sciences sociales (histoire, démographie, droit, politique, sociologie).

2.1. Les apports reçus des sciences dures

La science économique, ces dernières années, a évolué par l'utilisation de la formalisation mathématique. De fait, cette science dure a envahi systématiquement l'économique et a surtout permis des percées significatives. Globalement, la généralisation de l'utilisation des méthodes quantitatives, c'est-à-dire l'ensemble des méthodes d'évaluation, d'estimation et de test permet de mieux préciser les valeurs des relations suggérées par la théorie économique. Il est aujourd'hui souligné que si l'économie a acquis un statut particulier dans les sciences sociales, c'est parce qu'elle se rapproche des sciences dures. Par ailleurs, pour certains auteurs, l'incorporation des techniques quantitatives et leur usage sont considérés comme une condition nécessaire et parfois suffisante de scientificité.

En effet, ces techniques doivent rendre plus aisés à la fois le contrôle de la cohérence interne du discours économique et la confrontation avec les faits. De plus, l'attraction formaliste et même sa généralisation sont synonymes de rigueur en ce qu'elles consolident l'argumentation, permettent de mettre en évidence les enchaînements conceptuels. Dans ce sens, les mathématiques constituent un langage et un outil puissant pour les économistes si ceux-ci les appliquent à bon escient. Leur simple utilisation – ou celle de leurs homologues, les statistiques, l'économétrie – améliore la qualité de l'argumentaire. Au congrès de l'Association des économistes américains, des Prix Nobel de mathématiques étaient invités, et tous se sont dits surpris par le haut niveau des débats. Toutefois, l'excès de formalisation soulève aujourd'hui beaucoup de questions aussi bien au niveau des étudiants qu'à celui de certains économistes de renom comme les prix Nobel W. Léontieff, P. Samuelson et M. Allais connus pour leurs travaux de formalisation.

Deux questions retiennent mon attention :

- quels réels progrès les mathématiques ont-elles permis ?
- quels sont les rapports entre la forme mathématique et le fond ?

En 2000, des étudiants français regroupés dans un mouvement dénommé « Mouvement pour une économie post-autiste » (1) ont diffusé sur internet une pétition dans laquelle ils contestent avec sévérité la forme et le fond des enseignements dispensés en sciences économiques et qui sont marqués par l'omniprésence des techniques quantitatives. Dans leur manifeste, ils observent : « Nous sommes gênés par la construction permanente de mondes

(1) Voir *Critique économique*, n° 2, été 2000 et n° 4, hiver 2001.

imaginaires : les constructions intellectuelles (les fameux modèles), dont la pertinence reste à démontrer. Nous posons aussi la question du manque manifeste de pluralisme (...). Ce que nous demandons est simple : disposer d'outils théoriques et empiriques nous permettant de comprendre le monde dans lequel nous vivons. Est-ce que les cours d'économie parlent de l'entreprise, de l'Etat ou même du marché ? Non. Nous apprennent-ils comment fonctionne l'économie française, européenne, japonaise ? Non. Est-ce que les cours nous ont mis en mesure de comprendre les récentes crises asiatiques, les fluctuations de l'euro (...) ? Non. »

Des universités comme Cambridge, Missouri et même Harvard se sont fait les échos de ce débat auquel beaucoup d'économistes ont participé, divisés en deux courants opposés : le premier (hétérodoxes) favorable à l'appel des étudiants comprenant entre autres M. Beaud, M. Aglietta et R. Boyer ; le second (orthodoxes) défavorable conduit par P. Artus, C. de Boissieu et M. Didier.

Ce débat n'est pas nouveau, particulièrement au niveau des chercheurs et des professionnels de l'économie. Déjà, Wassilly Leontieff avait lancé, dans son allocution de président de l'AEA, cet avertissement : « L'enthousiasme sans aucun esprit critique pour la formulation mathématique a souvent tendance à cacher la fragilité du contenu du discours derrière la formidable façade de signes algébriques. Le fait de raisonner continuellement sur l'imaginaire et l'hypothétique plutôt que sur la réalité observable a peu à peu faussé les critères d'évaluation utilisés dans notre communauté académique pour apprécier et classer la performance scientifique de ses membres. » Un autre Nobel, Kenneth Arrow, est du même avis. Il s'inquiète de ce que le problème n'est pas limité aux enseignements universitaires : « Les mathématiques se développent de façon autonome parce qu'elles induisent une propension à prouver des théories dont l'intérêt est mathématique plus que scientifique. » L'analyse empirique est dépréciée par rapport au raisonnement mathématique formel. En conséquence, la démarche hypothético-déductive et ses excès ainsi que le recours à l'économétrie au détriment des travaux empiriques sont fortement dénoncés.

D'autres auteurs vont dans le même sens, d'E. Malinvaud à F. Brenet et L. Thurrow (du Manchester Institut of Technology) qui observe : « Nous ne savons pas de façon directe si le travail est payé à son produit marginal. Les économistes considèrent cela comme un article de foi. Et la théorie économique repose sur l'hypothèse que le travail est en effet payé à son produit marginal. Sans cette hypothèse, la plus grande partie de la théorie économique s'effondre. En particulier la théorie de la production. Cependant, la commodité de l'hypothèse ne la rend pas exacte pour autant. » Johnson et Malinvaud préconisent une véritable déontologie dans le recueil et le traitement des données. Pour ces auteurs, la satisfaction croissante dans le traitement des données rend les chercheurs indifférents à la qualité des

données qu'ils utilisent. Un auteur tel que Morishima pense que l'économisme n'explique pas tout. Quant à Baumol, il estime qu'il faut ouvrir l'économie politique à d'autres méthodes.

Ces développements établissent l'existence de déviations méthodologiques de l'économie politique. Et les désillusions qu'elles entraînent trouvent leur concentré au cours de la décennie 1970 dans la formation d'une pensée économique politique radicale. Ces penseurs vont créer un certain nombre de revues aux USA comme par exemple : *la Revue radicale d'économie politique*, *le Journal de l'économie radicale* qui regroupe les institutionnalistes, *le Journal des post-keynésiens* et *le Journal de l'économie du bien-être*. Il y a donc un véritable débat méthodologique qui touche à des questions de politique et qui subordonne l'économie politique à la recherche de la satisfaction des besoins collectifs.

Cet ensemble d'éléments incite à s'interroger sur la portée et les limites des méthodes de l'économie formalisée. Ni Schumpeter, ni Hayek, ni Simon, ni Coase, ni même Williamson ou Amartya Sen n'ont eu besoin de mathématiques compliquées pour faire accomplir à la science économique des progrès décisifs. Il faut alors être conscient que l'usage optimal des mathématiques à l'échelle de la profession des économistes implique l'éclectisme des approches, la reconnaissance du fait que le progrès de la connaissance est un processus partagé. L'économie n'est pas une science dure et ne le sera jamais. Seulement, elle doit utiliser une démarche scientifique qui repose sur la construction et le test de modèles explicatifs. Mais bien des raisons font que les énoncés dans les sciences économiques n'auront jamais le degré de solidité des lois physiques. Il faut en convenir, car l'économiste a un contrôle trop imparfait des conditions d'observation des phénomènes qu'il étudie.

Au total, il semble que de nouvelles méthodes doivent être expérimentées par les économistes s'ils veulent que leur science continue à répondre aux sollicitations des sociétés des hommes dont l'économie doit être la servante.

2.2. Les apports offerts aux sciences sociales

Les recherches économiques contemporaines ont cheminé vers deux voies : celle d'une révision de la théorie standard (nouvelle microéconomie, nouvelle macroéconomie, théorie des jeux, etc.) et celle portant sur des sujets relevant d'autres corps de disciplines (*New Economic History*, théorie de l'information, approches des droits de propriété, théorie des coûts de transaction, théorie des organisations et des institutions, théorie de l'agence, etc.). Ce deuxième volet relie la science économique à d'autres spécialités des sciences sociales comme l'histoire, le droit, la sociologie, la politique, la santé, etc.

Depuis longtemps, l'économie a cheminé avec l'histoire. K. Marx et après lui J. Schumpeter ont montré que l'histoire a fait faire à l'économie une

percée remarquable. En effet, depuis le 19^e siècle, le marxisme a fortement contribué à accrocher la science économique à l'histoire. En effet, selon Marx, personne ne peut espérer comprendre les théories économiques sans se conformer aux faits historiques et sans en proposer une interprétation ordonnée. Cet apport est aujourd'hui revitalisé par la « Nouvelle école historique » qui reconnaît l'importance de l'histoire dans la compréhension des théories et des faits économiques. Dans ce sens, Douglas North et Robert Fogel, tous deux Prix Nobel d'économie en 1993, ont inventé une nouvelle école des cliométriciens. Ce sont deux historiens qui se sont proposé comme mission de concilier l'analyse économique et l'histoire.

Cette nouvelle école se distingue de l'ancienne par l'utilisation explicite de l'analyse quantitative à la vérification formelle de leurs hypothèses. Pour D. North, la science économique a négligé l'histoire, et elle semble devenir autosuffisante avec seulement des statistiques comparatives. Quant à R. Fogel, il prétend que l'histoire comporte toujours implicitement une sorte de théorie et que la meilleure histoire doit reposer sur un modèle bien défini dont la cohérence logique peut être vérifiée, les hypothèses de base identifiées et les propositions essentielles testées. Désormais l'histoire doit être connectée à l'économie pour des éclairages mutuels.

Les recherches économiques ont permis d'établir de solides ponts avec le droit, la science politique, la sociologie par itération des instruments et méthodes de la science économique. Ainsi, plusieurs analyses économiques s'intéressent aujourd'hui à des thèmes comme le mariage, les activités illégales (criminalité, drogues, conflictualités, corruption...). En prenant par exemple la lutte contre la criminalité, elle passe par une parfaite compréhension de l'acte criminel mené par un individu rationnel opérant un calcul coût-avantage pour accomplir sa décision. Un autre exemple est le contrat de mariage qui peut être réfléchi à la lumière des outils de la gestion d'entreprise. Pour ce qui est de la science politique, les contributions des économistes sont nombreuses : les approches des « choix publics », les théories de la justice et de l'équité, les marchés politiques, le fonctionnement de l'Etat, le rôle de la société civile.

Ce très bref rappel montre l'étendue du dialogue entre les diverses disciplines des sciences sociales. Cette extension de l'empire des économistes est un processus indispensable à la recomposition de l'unité des sciences sociales. Pour paraphraser Marx, l'économie n'est que la sphère déterminante en dernière instance.

Conclusion

L'extension de la science économique aux autres corpus scientifiques est une preuve de grande vitalité. Toutefois, en reprenant H. Brochier : « Ce dont souffre principalement le savoir économique de notre temps, c'est un déficit de réalisme : le travail théorique est important... La reconstruction de la science économique qui ne prétendrait pas exclusivement au statut

de science positive mais accepterait pleinement ses dimensions normatives passerait par trois démarches : revenir à un contenu descriptif fort, préférer les investigations empiriques aux hypothèses générales de rationalité et enfin concevoir une nouvelle manière d'articuler les dimensions normatives et positives. »

La réalisation de ce programme de recherche commande de définir un nouveau modèle de relations interdisciplinaires dans lequel chaque scientifique d'une discipline apporte aux autres ce qu'il sait le mieux faire.

Références bibliographiques

- Becker G. (1989), « On the Economics of the Family : Reply to a Skeptic », *American Economic Review*, juin.
- Boyer Robert (1999), « Les paradoxes des sciences sociales : les vues d'un économiste "dissident" », *Current Sociology* n° 47 (4), p. 19-45.
- Boyer Robert (2001), « L'économiste face aux innovations qui font époque : les relations entre histoire et théorie », *Revue économique* n° 52 (5), septembre, p. 1065-1115.
- Brochier H., « Pour une autre économie », *Revue du MAUSS*, PE n° 2444-2445.
- D'Autume Antoine et Cartelier Jean (eds) (1995), *L'Economie devient-elle une science dure ?* Paris, Economica.
- Frey B. (1990), *Institutions Matter : the Comparative Analysis of Institutions*.
- Godelier M. (éd.) (1974), *Un domaine contesté : l'anthropologie économique*, éd. Mouton, Paris.
- Grefte, J. Mairesse et J.-L. Reiffers (1990), *Encyclopédie économique*, éd. Economica, Paris.
- Hugon P., *l'Homo africanus est-il irrationnel ?* Entretien Cahiers de recherches GMDEV.
- Hannequart (1990), *Droit et économie*, in X. Grefte et al. (1990).
- Kassé M. (1994), *Méthodologie de la recherche en sciences économiques*, PTCI.
- Kolm S.-C. (1986), *Philosophie de l'économie*, éd. Seuil, Paris.
- Laffont J.J. (2000), « Etapes vers un Etat moderne : une analyse économique », in Conseil d'analyse économique (CAE), *Etat et gestion publique*, éd. la Documentation française, Paris.
- Largentièrre, « De J.M.Keynes à F. Perroux : la fin des grands classiques », revue *Economie politique*.
- Malinvaud Edmond (1996), *Pourquoi les économistes ne font pas de découvertes*, *Revue d'économie politique* n° 106 (6), nov.-déc., p. 929-942.
- Malinvaud E. (1991), *Voies de la recherche macroéconomique*, éd. Odile Jacob, Paris.
- Sen A. (1999), « The Possibility of Social Choice », *American Economic Review*.